

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE—QUÉBEC—DE-
MANDE DE PRÊTS SANS INTÉRÊT DU
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, le 21 avril dernier, comme en fait foi la page 5120 du compte rendu officiel des débats de la Chambre, je demandais au très honorable premier ministre (M. Trudeau) si le gouvernement du Québec avait demandé l'aide du gouvernement fédéral non seulement pour financer le secteur public de l'économie du Québec, mais aussi le gouvernement de la province de Québec et les municipalités qui, comme on le sait, sont aux prises avec des problèmes financiers énormes.

De plus, je demandais au premier ministre si le gouvernement fédéral étudiait les possibilités d'établir une sorte d'agence canadienne de développement qui correspondrait à l'Agence canadienne de développement international, par l'entremise de laquelle le gouvernement fédéral consent des prêts sans intérêts aux pays étrangers. Je réclamaient donc la création d'une agence canadienne de développement qui distribuerait des crédits nouveaux émis par la Banque du Canada, afin de financer le secteur public de l'économie et de développer les municipalités du Québec. Les autorités provinciales et municipales pourraient alors établir des priorités qui leur permettraient d'assurer un certain essor économique.

Comme en fait foi le compte rendu officiel des débats de la Chambre, le premier ministre a répondu en faisant une farce, et il a trouvé cela drôle. Il a trouvé le moyen, encore une fois, de ne pas répondre à la question. Voilà pourquoi, monsieur l'Orateur, j'ai demandé à débattre la question plus tard.

Le premier ministre a dit, par exemple, et je cite:

...le gouvernement fédéral verse aux provinces en voie de développement des sommes considérables qui atteindront près d'un milliard de dollars, cette année.

Et il ajoutait:

Il ne s'agit pas de prêts sans intérêt...

Il le dit bien, il avoue...

...mais d'octrois à même les impôts des contribuables des autres provinces.

D'abord, cela est faux, parce que le Québec contribue autant que les autres provinces au système de péréquation et, en second lieu, par ce biais malhonnête, le très honorable premier ministre ne répond pas à la question. Il dit par surcroît que ce sont «les impôts des contribuables» qui doivent contribuer au progrès.

Monsieur le président, ce ne sont pas les impôts des contribuables canadiens qui contribuent au développement des pays étrangers, mais des crédits nouveaux émis par le Fonds monétaire international auquel le Canada souscrit, et qui sont distribués par l'Agence canadienne de développement international. Pourquoi? Pour développer le secteur public des pays en voie de développement. Nous sommes d'accord pour que le Canada aide ces pays. Ma question était de savoir que si le gouvernement juge cette politique utile aux autres pays,—comme il le prétend, et nous sommes d'accord là-dessus—pourquoi ne consentirait-il pas, suivant la même politique, une aide aux gouvernements provinciaux et municipaux, particulièrement au Québec?

Je posais cette question parce que M. Bourassa, le premier ministre du Québec, était alors en pèlerinage en Europe, à quatre pattes devant la haute finance, alors que peu avant, il était encore à quatre pattes devant les financiers des États-Unis. Pourquoi? Pour vendre le Québec aux intérêts américains et étrangers.

En même temps, on donne notre argent aux pays étrangers, pour leur développement. Compte tenu de cet illogisme, j'attendais une réponse intelligente du très honorable premier ministre, mais elle n'est pas venue.

• (10.10 p.m.)

Monsieur le président, dernièrement encore, un congrès de représentants municipaux demandait l'aide du gouvernement fédéral pour développer leurs secteurs depuis trop longtemps négligés. A Victoriaville, municipalité de ma région, le maire se voyait dernièrement refuser par référendum des montants considérables pour l'établissement de centres de loisirs et l'organisation du secteur public de cette ville, parce que les gens disent: On paie déjà trop de taxes. Et sur ce point, ils avaient raison. Mais peut-on blâmer le conseil municipal qui, lui, ne reçoit aucune aide ni du gouvernement provincial, ni du gouvernement fédéral, ce qui est un non-sens.

On met donc les autorités municipales et provinciales dans une situation telle qu'elles se voient forcées, soit de refuser d'agir, soit de vendre notre province ou nos richesses naturelles, parce qu'on les vend—on les donne, devrais-je dire—à des étrangers, en vue de développer notre pays.

Monsieur le président, ma question était simplement la suivante: qu'est-ce que le gouvernement canadien entend faire? Entend-il faire bénéficier les provinces canadiennes, particulièrement le Québec, de sa politique à l'égard des pays en voie de développement? Dans l'affirmative, a-t-il l'intention d'entamer des pourparlers avec les autorités provinciales? Monsieur le président, le gouvernement pourrait au moins avoir la logique et l'honnêteté intellectuelle d'accepter cette proposition et de discuter de la question.

Je répète donc ma question à l'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale (M. O'Connell) que je sais très dévoué et consciencieux: Peut-on s'attendre que, le plus tôt possible, le gouvernement fédéral propose une politique d'investissement, fondée non pas sur les impôts et les taxes, mais sur des crédits nouveaux émis par la Banque du Canada, pour assurer le développement sain et normal de l'économie des provinces et des municipalités, afin de les tirer du marasme.

M. Martin P. O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, l'honorable député doit reconnaître qu'il y a dans sa question des éléments dont le sérieux est discutable.

Une distinction s'impose entre les programmes du gouvernement destinés à l'expansion économique des pays en voie de développement et ceux qui visent à réduire les inégalités entre les diverses régions du Canada. Ces deux secteurs ne sont pas complètement étrangers l'un à l'autre, mais ils ne sont cependant pas identiques, et c'est mal poser le problème que de vouloir comparer les programmes du gouvernement en faveur des pays en voie de développement et ceux visant le développement économique du Canada.